



**PRÉFET
DU DOUBS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

Arrêté n° 25-2024-10-25-00002 du 25 OCT. 2024

portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière
par la société Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI),
sur le territoire de la commune
des Monts-Ronds

Le préfet du Doubs
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (UE) N°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon - Mme VALLEIX Nathalie

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n° 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes, relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 1998 modifié par l'arrêté préfectoral du 19 avril 2005 approuvant le Schéma Départemental des Carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006/DCLE/4B/n°2006-0908-04857 du 9 août 2006 autorisant la SAS Bonnefoy à exploiter une carrière de roche massive sur les communes de Mérey-sous-Montrond et Villers-sous-Montrond au lieu-dit « Les Communaux » ;

Vu l'arrêté préfectoral 2008-DDD-N°2008-2611-05542 du 26 novembre 2008 autorisant la SARL « BBCI » à se substituer à la SAS « Bonnefoy » pour l'exploitation de la carrière de roche massive située sur les territoires des communes de Mérey-sous-Montrond et Villers-sous-Montrond ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2016-04-28-006 du 28 avril 2016 modifiant les prescriptions des arrêtés préfectoraux portant sur l'exploitation d'une plate-forme de déchets du BTP et d'une installation de production d'énergie par cogénération sises sur la commune de Villers-sous-Montrond ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2017-11-20-011 du 20 novembre 2017 de modification des conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2021-12-22-00004 du 22 décembre 2021 portant création de la commune nouvelle de Les Monts-Ronds ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-2024-03-25-00001 du 25 mars 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 1^{er} août 2020 relatif à l'acceptation de déchets inertes issus d'un centre de traitement biologique de déblais impactés par des composés organiques en vue du remblaiement de la carrière de Mérey-sous-Montrond et Villers-sous-Montrond ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 9 février 2022 et complétée les 23 mai 2022, 30 mai 2023 et 8 novembre 2023 par la société Bonnefoy Béton Carrières Industries, pour l'exploitation (renouvellement et approfondissement) d'une carrière à ciel ouvert de roches massives calcaires sur la commune des Monts-Ronds aux lieux-dits « Naglans », « Le Grands Bois », « Les Communaux » et « Canton de Laurent » ;

Vu la décision du 14 février 2024 du président du tribunal administratif de Besançon désignant le commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral n° Préfecture-DCICT-BCEEP-2024-02-20-001 du 20 février 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SARL Bonnefoy Béton Carrières Industries pour l'exploitation d'une carrière sur le territoire de la commune de Les Monts-Ronds aux lieux-dits « Naglans », « Le Grands Bois », « Les Communaux » et « Canton de Laurent » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2024-08-05-00004 du 5 août 2024 portant sursis à statuer sur une demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière par la société Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI), sur le territoire de la commune des Monts-Ronds ;

Vu les avis exprimés par la DDT, l'ARS, le service biodiversité eau patrimoine de la DREAL, la DRAC, l'INAO et le SDIS ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 29 décembre 2023 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage, réalisé dans ces communes, de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et les conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur en date du 17 mai 2024 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu les avis émis par les communes des Monts-Ronds et de Tarcenay-Foucherans ;

Vu le rapport et les propositions en date du 6 août 2024 de l'Inspection de l'Environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté le 6 août 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet

Vu l'avis favorable en date du 2 octobre 2024 de la Commission Départementale de la nature des paysages et des sites au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande est soumis à la procédure d'autorisation environnementale prévue par l'article L.171-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet faisant l'objet de la demande consiste à renouveler l'autorisation d'exploiter d'une carrière de roches massives, et à autoriser son approfondissement sans extension de son périmètre ;

Considérant que le projet vient en anticipation de la fin de l'autorisation actuelle afin de permettre à l'exploitant de prolonger la vie du site et d'exploiter le gisement présent sur une profondeur plus importante, avant le remblayage de la carrière ;

Considérant que l'autorisation actuelle d'exploitation de la carrière court jusqu'en 2036, et que son renouvellement pour 30 ans entraînera ainsi une prolongation effective de la durée d'exploitation de 18 ans ;

Considérant que la totalité de la surface du périmètre d'extraction de la carrière a déjà été décapée dans le cadre de l'autorisation actuelle ;

Considérant que l'étude d'impact identifie que l'espèce protégée Grand-duc d'Europe fréquente la carrière ou ses abords ;

Considérant que les mesures d'évitement pour cette espèce protégée concerne le contrôle de la présence de couple sur la carrière, l'adaptation le cas échéant de la période de réalisation des tirs de mines, et l'installation d'un gîte artificiel ;

Considérant que lors de la conception du projet, la séquence éviter-réduire a été intégrée et présentée dans le dossier de demande permettant ainsi d'assurer une conception optimisée du projet comprenant toutes les mesures pertinentes d'évitement et de réduction des impacts pour les espèces protégées concernées ;

Considérant que l'évaluation des risques d'impact sur les espèces protégées et leurs habitats présentée dans le dossier et ses compléments apportés par le porteur de projet permettent de conclure que le projet ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable des populations d'espèces protégées concernées, sous condition de la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction détaillées dans le présent arrêté ;

Considérant qu'en accord avec les orientations du schéma départemental des carrières du DOUBS, la priorité a été donnée avec ce projet au renouvellement de site existant, permettant de limiter le mitage du paysage ainsi qu'à une implantation en dehors de zonages environnementaux d'intérêt ;

Considérant que les modalités d'exploitation actuellement en vigueur ne seront pas profondément modifiées par le projet et que les prescriptions toujours pertinentes de l'autorisation actuelle peuvent être maintenues ;

Considérant que les mesures fixées dans le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, et le cas échéant les éléments mentionnés au II de l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies
Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI), dont le siège social est situé 14 rue de l'industrie 25600 Saône, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune des Monts-Ronds, aux lieux-dits « Naglans », « Le Grands Bois », « Les Communaux » et « Canton de Laurent », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Domaine d'application

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement,
- d'enregistrement au titre de l'article L.512-7 du code de l'environnement,

Sous réserve du respect des dispositions du titre 8, les travaux objet de la présente autorisation peuvent être réalisés, sans qu'il soit besoin de solliciter une dérogation au titre de l'article L.411-2 du code de l'environnement.

Article 1.1.3. Installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	A/E	Nature et volume des activités
2510-1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 de la rubrique n° 2510.	A	Extraction à sec et à ciel ouvert d'une carrière de roches calcaires (formations du Bathonien et du Bajocien) Emprise totale de 44 ha 52 a 36 ca
2515-1a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais, et autres produits minéraux naturels ou artificiels, ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique n° 2515- 2.	E	Installation de concassage et criblage des matériaux de la carrière Puissance de 1 500 kW.
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	E	Aire de transit des matériaux inertes Surface de 50 600 m²
A (autorisation), E (enregistrement)			

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 2 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées ci-dessus.

L'autorisation environnementale inclut également les équipements, installations et activités que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.

Article 1.1.4. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	N° parcelle	Surface comprise à l'intérieur du site objet de l'autorisation environnementale
Les Monts-Ronds	ZC	1	3 ha 60 a 40 ca
		181	4 a 00 ca
		266	24 ha 06 a 00 ca
	A	12	2 ha 97 a 70 ca
		13	3 ha 05 a 90 ca
		14	2 ha 96 a 73 ca
		429	2 ha 52 a 20 ca
		432	2 ha 45 a 50 ca
		435	1 ha 54 a 80 ca
		438	1 ha 37 a 00 ca
		441	99 a 70 ca
		444	26 a 60 ca
		453	62 a 30 ca
Total			44 ha 52 a 36 ca

L'exploitant signale toute modification cadastrale au préfet.

La superficie totale de la carrière est de 445 236 m².

Article 1.1.5. Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 30 années, à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisable ne doit plus être réalisée durant les 18 derniers mois de l'autorisation, qui sont consacrés à la finalisation de la remise en état du site.

Article 1.1.6. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition réglementaire ou mentionnée dans le présent arrêté, contraire, les installations et leurs annexes, incluses dans l'autorisation environnementale, sont construites, disposées, aménagées et exploitées, conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur.

Article 1.1.7. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

À l'exception de celles de l'article 1, les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/DCLE/4B/n°2006-0908-04857 du 9 août 2006 sont abrogées.

CHAPITRE 2. GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.2.1. Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.1.3 et notamment pour la rubrique 2510-1.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en six périodes d'une durée de cinq ans.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

	Phase 1 (5 ans)	Phase 2 (5 ans)	Phase 3 (5 ans)	Phase 4 (5 ans)	Phase 5 (5 ans)	Phase 6 (5 ans)
Montant des garanties financières	967 701 €	976 441 €	841 277 €	790 765 €	730 585 €	653 817 €

L'actualisation du montant des garanties financières prévues à l'article 3 de l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, est réalisée en prenant en

compte un indice TP01 de 130,1 (Indice de mai 2024 paru au JO du 16/07/2024) et un taux de TVA de 20 %.

Article 1.2.2. Établissement des garanties financières

L'exploitant transmet au Préfet le document établissant les garanties financières de la phase 1, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente.

CHAPITRE 3. MISE À L'ARRÊT DES ÉQUIPEMENTS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.3.1. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.3.2. Cessation d'activité

Pour l'application des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, l'usage futur à prendre en compte, selon la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A du code de l'environnement est le suivant : autre usage.

CHAPITRE 4. DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.4.1.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces docu-

ments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 5. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Article 1.5.1.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 6. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Article 1.6.1.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

TITRE 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET GESTION DE L'EXPLOITATION

CHAPITRE 1. EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Article 2.1.1. Gisement et matériaux à extraire

La carrière est autorisée pour l'exploitation de roches massives calcaires (formations du Bathonien et du Bajocien).

La superficie de la zone d'extraction représente environ 346 001 m².

Le gisement sera extrait en conservant une bande de 10 m de largeur minimum entre la limite de l'autorisation et les bords de la fosse d'extraction. Cette bande sera élargie à 15 m le long du chemin de Naglans (coté Est du site) selon le plan figurant en annexe 1.

La quantité totale de matériaux autorisée à extraire (stériles d'exploitation compris) est de 13 173 000 m³, ce qui correspond à environ 28 682 000 tonnes de matériaux valorisables.

Article 2.1.2. Production

La quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 1 100 000 tonnes pour une année.

Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits valorisables ne dépasse pas 1 000 000 tonnes par an.

Article 2.1.3. Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage

L'épaisseur d'extraction maximale est de 110 mètres.

La cote minimale d'extraction est de +360 mètres NGF.

Les fronts d'abattage sont constitués au maximum de neuf gradins de 15 mètres maximum de hauteur verticale. Le neuvième gradin, le plus profond, aura une hauteur maximale de 10 m. Le gradin supérieur aura une hauteur variable selon la topographie, variant de 0 m au plus bas à 10,5 m au maximum.

Ces gradins sont séparés par des banquettes horizontales de 10 mètres de largeur minimum.

Article 2.1.4. Modalités d'exploitation

L'extraction des matériaux se fait par abattage à l'explosif suivant des tranches successives parallèles aux fronts de taille.

L'installation de traitement des matériaux fixe est disposée dans la partie Sud-Est de l'emprise d'autorisation. Les matériaux sont acheminés depuis les fronts en exploitation par une bande transporteuse après leur passage dans un concasseur primaire à proximité du front.

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux présents en annexe 2 du présent arrêté.

Article 2.1.5. Découverte de cavités souterraines

En cas de découverte d'un gouffre ou d'une cavité karstique importante, l'exploitant informe l'inspection des installations classées ainsi que le groupe spéléologique local en vue d'une éventuelle reconnaissance.

L'exploitant met en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de l'exploitation à proximité des cavités découvertes.

Article 2.1.6. Patrimoine archéologique

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant en informe immédiatement la Direction Régionale des Affaires Culturelles concernée et laisse les lieux en l'état jusqu'à obtenir son accord pour reprendre les opérations d'extraction.

CHAPITRE 2. CONDITIONS DE REMISE EN ÉTAT

Article 2.2.1. Objectifs généraux

La remise en état aura deux objectifs principaux :

- la restitution d'habitats pour la faune et la flore, à dominante minérale et rupestre ;
- la création d'une plateforme réalisée avec des matériaux stériles du site et des déchets inertes externes, en vue de l'implantation de panneaux photovoltaïques.

La remise en état comporte la mise en œuvre des mesures suivantes :

- La mise en sécurité des fronts de taille ;
- Le nettoyage et enlèvement de toutes les structures du site n'ayant pas d'utilité après la remise en état ;
- Le remblaiement partiel du carreau à l'ouest de la carrière et le talutage partiel des fronts au nord-est du site avec une pente à 45°. Les remblais seront recouverts d'une épaisseur de terre végétale de 30 cm à 50 cm etensemencés d'espèces herbacées.
- La constitution d'une butte boisée sur remblai au sud et en zone centrale de la carrière ;
- Le maintien des fronts de taille au Nord de la carrière ;
- Le maintien du reste du carreau à nu avec la création de quelques zones d'éboulis

Article 2.2.2. Dispositions concernant le remblayage de la carrière

La quantité de déchets inertes pouvant être admise sur la carrière en vue du remblayage du carreau est limitée à 350 000 t/an.

Les déchets utilisés sont conformes aux prescriptions du titre 6 du présent arrêté

Le remblayage est réalisé dans des conditions permettant d'assurer la stabilité des remblais. Il est effectué en deux étapes :

- le remblaiement de la fosse générée par l'approfondissement jusqu'au niveau intermédiaire actuel ;
- le remblaiement jusqu'au niveau maximal prévu.

Article 2.2.3. Phasage

La remise en état de la carrière est conduite de façon progressive, et coordonnée à l'avancement de l'extraction, afin de minimiser la surface totale en exploitation. La remise en état du site est réalisée conformément au plan en annexe 3 et achevée au moins trois mois avant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière.

CHAPITRE 3. COMMISSION LOCALE DE CONCERTATION ET DE SUIVI

Un échange d'information réciproque entre l'exploitant et les élus locaux, les associations de l'environnement locales, les administrations concernées s'effectuera à propos de l'exploitation de la carrière par la réunion (annuellement les premières années puis de façon plus espacée s'il n'y a pas de problème à débattre) d'une commission locale de concertation et de suivi dont l'organisation est à la charge de l'exploitant au niveau des dates, convocation, ordre du jour et compte-rendu.

TITRE 3. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

CHAPITRE 2. LIMITATION DES REJETS

Article 3.2.1. Dispositions générales

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées

Le traitement tertiaire est situé dans un bâtiment fermé, équipé d'une aspiration. L'air aspiré est traité via un filtre à manches avant rejet.

La hauteur de la cheminée de rejet est de 15 mètres.

CHAPITRE 3. PROPRETÉ, ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Article 3.3.1. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

CHAPITRE 4. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE ET DES EFFETS DES REJETS SUR LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 3.4.1. Surveillance des rejets dans l'atmosphère

I. l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. L'exploitant assure une surveillance du rejet des installations de traitement tertiaire au moins une fois par an.

Article 3.4.2. Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

L'exploitant met en œuvre un plan de surveillance des retombées de poussières dans l'environnement conformément aux dispositions des articles 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 1. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau et favoriser le recyclage.

Il n'y aura pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de process (lavage des matériaux) sur la carrière. Les faibles quantités d'eau utilisée sur site (arrosage des pistes, rabattage des poussières) proviendront de l'eau pluviale récupérée au niveau du Pôle Minéral des Monts-Ronds.

CHAPITRE 2. CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX, DES OUVRAGES DE TRAITEMENT, ET POINTS DE REJET

Article 4.2.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux pluviales non polluées

Les eaux pluviales non polluées sont récupérées pour être réutilisées ou s'infiltrer dans le sol de la carrière.

- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures doivent transiter par un dispositif de type débourbeur - séparateur d'hydrocarbures.

Une aire étanche pour le stationnement et le ravitaillement des engins, reliée à un dispositif de type débourbeur - séparateur d'hydrocarbures, est située en dehors des limites de l'autorisation.

- Eaux usées sanitaires et domestiques

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont reliés à un système d'assainissement collectif.

Article 4.2.2. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté et par la réglementation.

Article 4.2.3. Entretien et conduite des installations de traitement

Les installations de traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 4.2.4. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

CHAPITRE 3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION

Article 4.3.1. Caractéristiques des rejets

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les dispositions de l'article 18.2.3. de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

CHAPITRE 4. SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 4.4.1.

L'exploitant réalise les contrôles suivants en sortie des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
pH		Instantané ou moyen sur 24 heures	Annuelle
Matières en suspension	1305		
Demande Chimique en Oxygène sur l'effluent non décanté	1314		
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009		

TITRE 5. PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 1. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 5.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

En dehors des tirs de mines, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Périodes	Période de jour allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 5.1.2. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 5.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans ou lors d'un changement notable dans le mode d'exploitation.

Article 5.1.4. Bruits associés aux tirs de mines

Lors des tirs de mines, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête soit inférieur à 125 décibels linéaires pour les tiers.

CHAPITRE 2. VIBRATIONS

Article 5.2.1. Valeurs limites

La limite à ne pas dépasser, des vitesses particulières pondérées mentionnée à l'article 22.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières est réduite à 5 mm/s. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de la valeur limite, une étude est alors élaborée afin de déterminer l'origine de ces dépassements, et les moyens à mettre en œuvre pour respecter la valeur limite précitée.

Article 5.2.2. Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines

Un contrôle des niveaux de vibrations générées lors des tirs de mines est réalisé lors de chaque tir de mines au niveau des constructions et infrastructures les plus proches.

La fréquence de contrôle pourra être adaptée par le préfet en fonction des résultats sur demande de l'exploitant.

CHAPITRE 3. AUTRES DISPOSITIONS

Article 5.3.1. Aménagements complémentaires

Les aménagements complémentaires suivants doivent être maintenus durant l'exploitation de la carrière :

- plantation d'une bande boisée de résineux au Sud-Ouest ;
- création d'une butte boisée au Sud-Ouest ;
- création d'un merlon anti-bruit végétalisé à l'Ouest ;
- création d'un merlon contre les chutes avec clôture et haie arbustive épineuse au Nord-Ouest et Nord ;
- maintien d'une bande boisée de 20 m de largeur et plantation au Nord ;
- réalisation d'un merlon de protection contre les chutes et d'une clôture à l'Est ;
- remonter le talutage existant à l'Est sur 7 m de hauteur puis plantation ;

Article 5.3.2. Voirie

L'accès à la carrière se fait depuis la RD 102 puis la rue de Naglans.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il sera complété par une signalisation routière appropriée.

Les chauffeurs de poids lourds seront régulièrement sensibilisés au respect des règles de circulation.

En cas de salissure imputable à l'activité de la carrière, un nettoyage régulier de la voie publique en sortie de la carrière est réalisé.

Article 5.3.3. Horaires de fonctionnement

Les horaires d'exploitation de la carrière sont du lundi au vendredi de 6h00 à 18h00, hors jours fériés.

Exceptionnellement et afin de répondre à la demande du marché ou pour adapter le travail à des conditions climatiques particulières (fortes chaleurs, etc.), l'amplitude horaire pourra varier de 5h à 22h. En de telles conditions, une information sera communiquée au préalable à la mairie.

TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 1. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 6.1.1. Entreposage des déchets dans la carrière

Les déchets générés, hors déchets d'extraction, sont entreposés temporairement sur le site dans l'attente de leur évacuation.

Article 6.1.2. Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement

Toute opération d'élimination, et notamment toute mise en dépôt à titre définitif, de déchets dangereux ou de déchets non dangereux non inertes dans la carrière est interdite.

Le brûlage de déchets à l'air libre est interdit, y compris les emballages de produits explosifs.

Article 6.1.3. Déchets d'extraction

Les déchets d'extraction sont composés de 134 000 m³ de stériles d'exploitation.

Tous les déchets d'extraction sont utilisés dans la carrière pour sa remise en état.

Article 6.1.4. Déchets et matériaux provenant de l'extérieur

I. L'apport dans la carrière de déchets et de matériaux provenant de l'extérieur de la carrière est autorisé pour le remblaiement partiel de la carrière

II. La quantité totale de déchets inertes admise sur site est limitée à 350 000 t/an.

III. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susvisé sont applicables.

Les déchets inertes accueillis sur le site ne pourront pas être stockés définitivement sans déchargement préalable au sein d'une zone de contrôle.

Cette zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.

Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Une benne est implantée à proximité de la zone de déchargement des camions de déchets inertes, provenant de l'extérieur du site, afin d'y déposer les déchets qui ne sont pas autorisés. Le contrôle visuel après déchargement, et le cas échéant, la dépose des déchets non autorisés dans la benne, sont réalisés immédiatement.

IV Les déchets autorisés sont les déchets listés dans le tableau suivant.

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant

		pas de sites contaminés, triés.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

V. Par exception au point IV ci-dessus, les matériaux suivants, issus du centre de tri exploité par la société BBCI sur la commune des Monts-Ronds; sont autorisés :

- « lourds sortie sur-tri manuel »(*),
- déchets inertes contenus dans le flux « extraits amont broyage » (*),
- fines en provenance du trommel,

(*) : tels que définis dans l'article 2.1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2016 modifié susvisé.

sous réserve, pour ce qui concerne les « lourds sortie sur-tri manuel » et les fines en provenance du trommel, de respecter les critères d'admission suivants :

- le taux de matériaux non inertes présents en impuretés dans le flux est inférieur, en moyenne annuelle, à 3 % en masse ; ce taux est mesuré sur chaque flux indépendamment (lourds sortie sur-tri manuel / fines en provenance du trommel) et avant tout mélange,
- les matériaux sont conformes à l'annexe I et aux trois conditions spécifiques à cette annexe édictées à l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Les déchets mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, ne sont pas autorisés.

En cas de taux d'impureté ponctuel supérieur à 8 %, l'exploitant suspend l'utilisation des matériaux issus du flux concerné pour la remise en état de la carrière jusqu'à ce qu'un nouveau contrôle soit réalisé et donne un résultat inférieur à 8 %. Les matériaux traités dans l'intervalle ne sont pas autorisés sur la carrière.

Tout autre déchet en provenance du centre de tri exploité par la société BBCI sur la commune des Monts-Ronds, est interdit pour le réaménagement de la carrière.

L'exploitant de la carrière met en œuvre un dispositif de contrôle avec traçabilité permettant :

- de vérifier que le tri réalisé est efficace et permet de ne pas dépasser le seuil de 3 % en masse de matériaux non inerte moyenné sur une période de douze mois,
- de vérifier que les matériaux triés figurent exclusivement dans la liste de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé et que les restrictions associées présentes

dans l'annexe ainsi que les trois conditions spécifiques à cette annexe édictées à l'article 3 du même arrêté sont respectées,

- d'empêcher toute réception dans la carrière, de déchets mentionnés à l'article 2 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé,
- d'assurer une bonne comptabilité des flux ainsi admis en provenance du centre de tri.

L'exploitant réalise a minima un contrôle par semaine du taux d'impuretés, pour chacun des flux (« lourds sortie sur-tri manuel » et « fines en provenance du trommel »). Le résultat de ces contrôles est tracé et tenu à la disposition de l'inspection. L'exploitant réduit les périodicités de contrôle dans les cas où :

- des modifications seraient apportées au centre de tri, susceptibles de modifier la composition des flux dirigés vers la carrière ;
- les résultats des caractérisations montreraient de fortes fluctuations du taux d'impuretés.

L'exploitant conserve et tient à disposition de l'inspection de l'environnement les enregistrements correspondant et le cas échéant les explications concernant les anomalies ou difficultés rencontrées pour une durée minimale de 10 ans.

VI. Par exception au point IV ci-dessus, les terres traitées issues du centre de traitement biologique des déblais impactés par des composés organiques exploité par la société BBCI sur la commune des Monts-Ronds sont autorisés sous réserve que les terres traitées respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

L'exploitant de la carrière met en œuvre un dispositif de contrôle avec traçabilité permettant de vérifier que chaque lot de terres admis a fait l'objet d'une prise d'échantillons représentatifs et d'analyses permettant de démontrer le respect des valeurs limites des paramètres définis en annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

L'exploitant conserve et tient à disposition de l'inspection de l'environnement les enregistrements correspondant et le cas échéant les explications concernant les anomalies ou difficultés rencontrées pour une durée minimale de 10 ans.

TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 1. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 7.1.1. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et nettoyage des installations,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- le cas échéant les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- les mesures à prendre pour éviter, et le cas échéant limiter une pollution aux hydrocarbures,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- la conduite à tenir en cas de découverte de cavité karstique,
- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident.

CHAPITRE 2. LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 7.2.1. Réserve d'eau

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.
- A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

Article 7.2.2. Accès

Le portail d'accès est équipé d'un dispositif facilement manœuvrable et déverrouillable rapidement par les secours.

CHAPITRE 3. PRÉVENTION ET TRAITEMENT DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.3.1. Kits d'intervention

Les engins de chantier sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement rapide d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants.

TITRE 8. PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

L'absence de nécessité d'une dérogation, telle qu'énoncée à l'article 1 du Titre I du présent arrêté, est subordonnée au respect, des mesures en faveur de la biodiversité dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, et des conditions suivantes :

Article 8.1.1. Mesures d'évitement

E4.1a – Adaptation de la période des travaux sur l'année :

I. Les travaux de suppression du jeune boisement de recolonisation sur les remblais Nord-Est sont interdits entre le 15 mars et le 31 août.

II. Contrôle de la présence du Grand-duc d'Europe :

Un 1er contrôle préalable de la présence du Grand-duc sera réalisé annuellement en début de période de reproduction (écoute crépusculaire en décembre-janvier) par un spécialiste.

En cas d'installation avérée du Grand-duc d'Europe comme nicheur avant la reprise du front Nord- Est, les précautions suivantes seront mises en oeuvre :

- Un 2° contrôle sera réalisé par un spécialiste, de la reproduction effective de l'espèce (recherche de l'aire en mars-avril) et en cas de reproduction avérée, les tirs de mines seront programmés, sur cette zone « potentiellement sensible », après le 15 mai.
- Un 3° contrôle est réalisé en juin afin de faire le bilan de la reproduction et de vérifier le déplacement des jeunes.

Le nombre et la date des passages pourront être adaptés dans le cadre du protocole de suivi établi avec le spécialiste.

Article 8.1.2. Mesures de réduction

R2.1f : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

I. Aucun individu d'espèces exotiques envahissantes (EEE) au sens du règlement N°1143/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 22 octobre 2014 susvisé ne devra être importé sur le site. Les engins, notamment, devront être sains et vérifiés en ce sens (nettoyage préalable et évacuation des éventuelles EEE en vue de leur destruction).

L'exploitant contrôle au moins une fois par an l'apparition d'EEE sur le site et en particulier sur les zones de remblais.

En cas de découverte d'EEE toutes les précautions devront être prises pour ne pas propager ces espèces et toutes les mesures devront être prises pour détruire ces espèces, et en particulier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2019 susvisé en cas de découverte d'ambrosie.

R2.1L – Installation de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet

Un gîte artificiel pour la reproduction du Grand-duc d'Europe est créé.

La localisation et la description technique des travaux sont définies dans le cadre d'une convention avec la Ligue de Protection des Oiseaux.

Article 8.1.3. Mesures de suivis

I. Suivi en exploitation

L'exploitant réalise un suivi des mesures d'évitement et de réduction prévues aux articles 8.1.1 et 8.1.2 afin d'en vérifier l'efficacité.

II. Suivi post-exploitation

Un suivi post-exploitation sera réalisé l'année N+1 suivant la fin de l'exploitation. Ce suivi vise à vérifier la fonctionnalité de la remise en état et à apporter si nécessaire des mesures correctives.

TITRE 9. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 9.1.1. Notification et Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société Bonnefoy Béton Carrières Industrie (BBCI), dont le siège social est situé 14 rue de l'industrie 25600 Saône.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie des Monts-Ronds et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des Monts-Ronds pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux de Fontain, La Vèze, Le Gratteris, Saône, Tarcenay-Foucherans, à la Communauté de communes Loue Lison, et au Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Doubs, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 9.1.2. Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la présente décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la présente décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.


OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 9.1.3. Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture du Doubs, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le Maire des Monts-Ronds sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le préfet
Par délégation, Pour la Secrétaire générale
absente


La Directrice de Cabinet
Saadia TAMELIKECHT

TITRE 10. ANNEXES

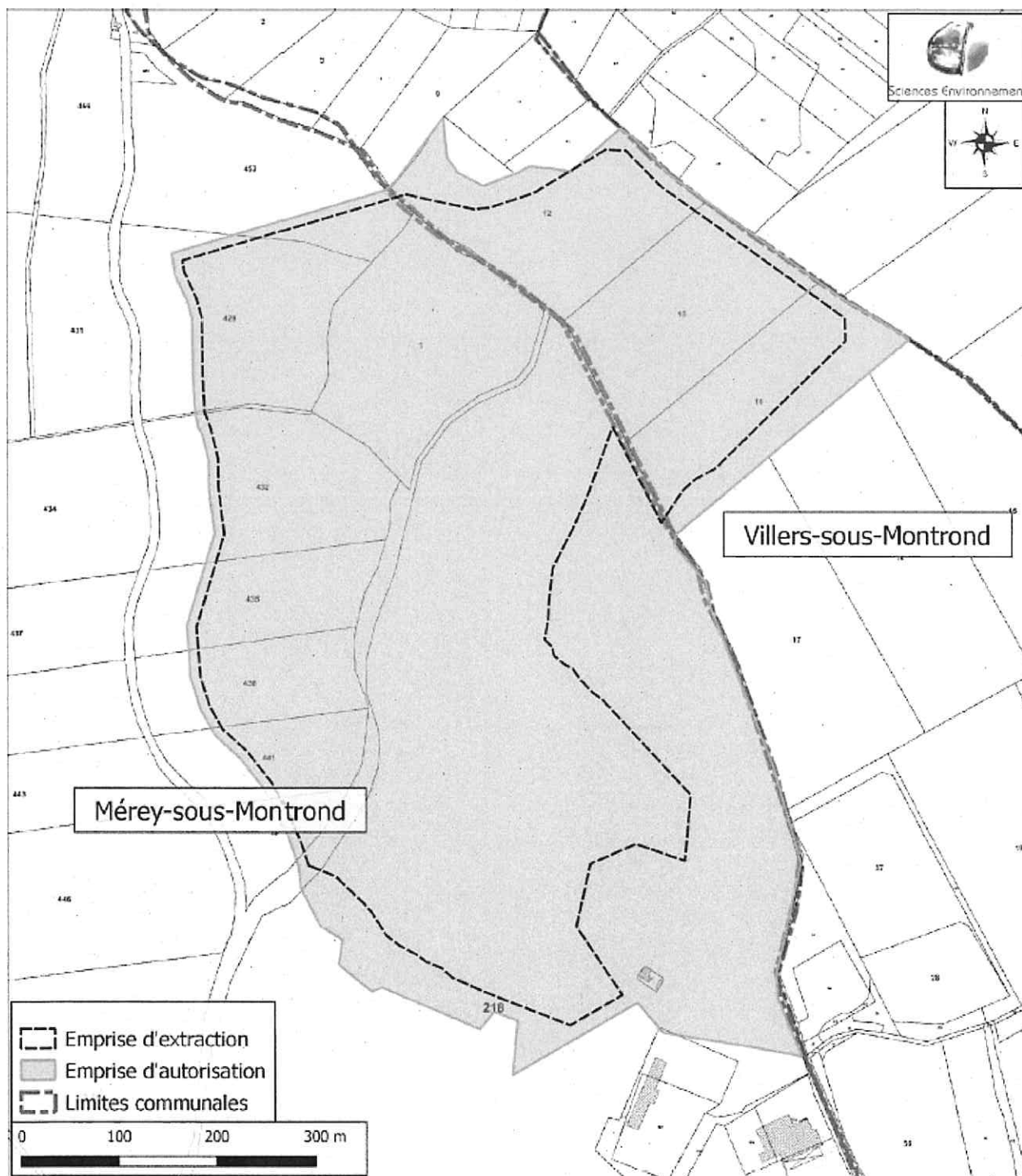
Annexe 1 : Plan des limites de l'autorisation et de la zone d'extraction

Annexe 2 : Plans de phasage des travaux (phase 1 à phase 6)

Annexe 3 : Plan et coupe de la remise en état

Table des matières

Annexe 1 : Plan des limites de l'autorisation et de la zone d'extraction



Annexe 2 : Plans de phasage des travaux (phase 1 à phase 6)





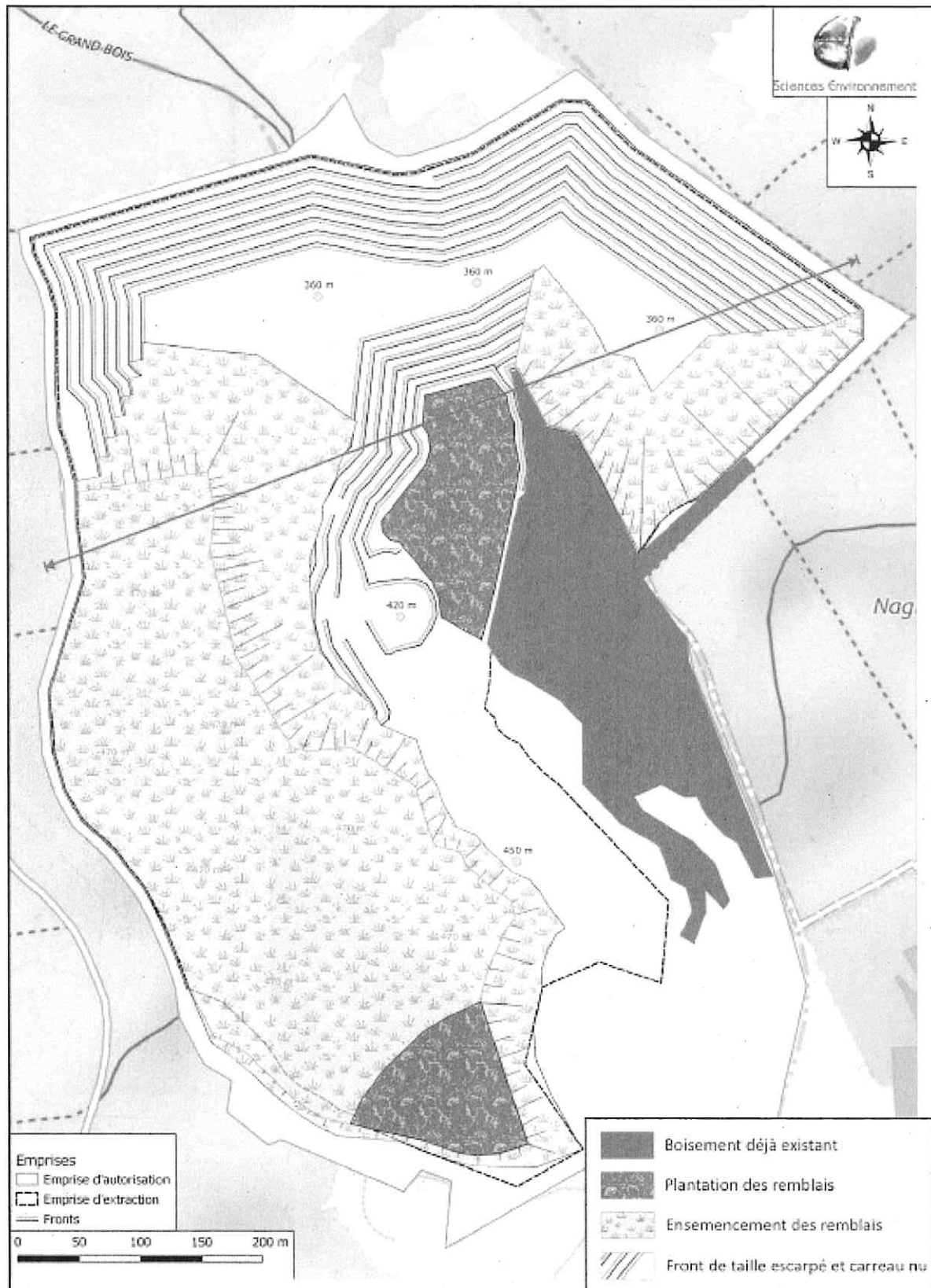








Annexe 3 : Plan et coupe de la remise en état



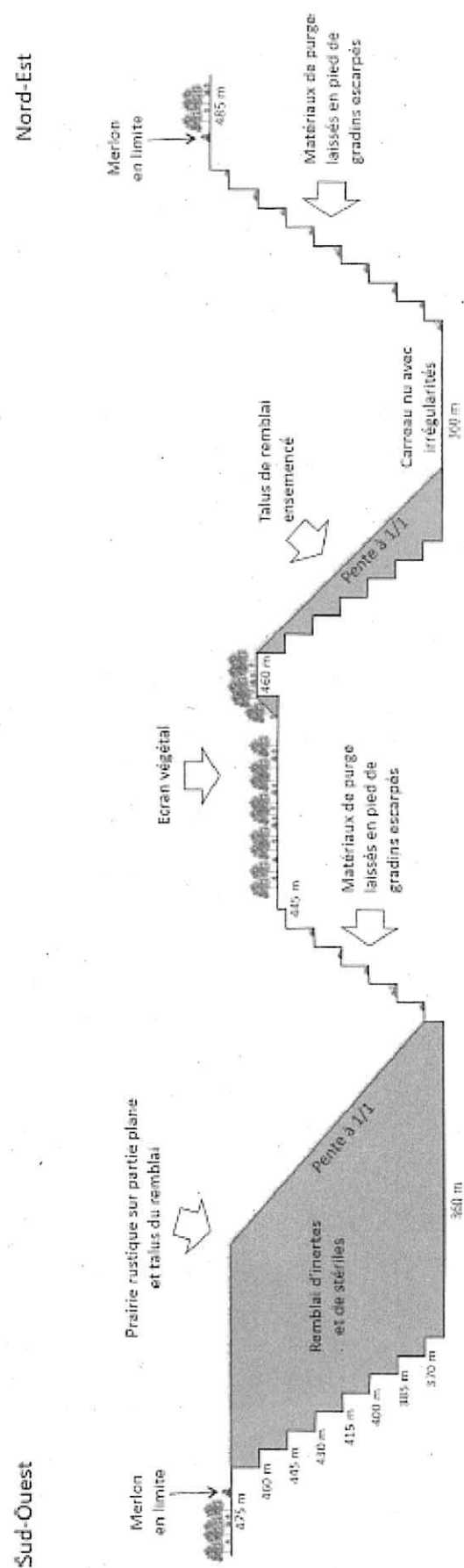


Figure 79 : Coupe Sud-Ouest/Nord-Est de la carrière (schémas de principe des différents types de remise en état des fronts de taille et du carreau)

Table des matières

TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
Chapitre 1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.2. Domaine d'application.....	5
Article 1.1.3. Installations concernées par l'autorisation environnementale.....	5
Article 1.1.4. Localisation et surface occupée par les installations.....	6
Article 1.1.5. Durée de l'autorisation.....	6
Article 1.1.6. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale.....	7
Article 1.1.7. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
Chapitre 2. Garanties financières.....	7
Article 1.2.1. Montant des garanties financières.....	7
Article 1.2.2. Établissement des garanties financières.....	8
Chapitre 3. Mise à l'arrêt des équipements et Cessation d'activité.....	8
Article 1.3.1. Équipements abandonnés.....	8
Article 1.3.2. Cessation d'activité.....	8
Chapitre 4. Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
Chapitre 5. Objectifs généraux.....	9
Chapitre 6. Respect des autres législations et réglementations.....	9
TITRE 2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET GESTION DE L'EXPLOITATION.....	10
Chapitre 1. Exploitation de la carrière.....	10
Article 2.1.1. Gisement et matériaux à extraire.....	10
Article 2.1.2. Production.....	10
Article 2.1.3. Épaisseur d'extraction et fronts d'abattage.....	10
Article 2.1.4. Modalités d'exploitation.....	10
Article 2.1.5. Découverte de cavités souterraines.....	11
Article 2.1.6. Patrimoine archéologique.....	11
Chapitre 2. Conditions de remise en état.....	11
Article 2.2.1. Objectifs généraux.....	11
Article 2.2.2. Dispositions concernant le remblayage de la carrière.....	11
Article 2.2.3. Phasage.....	12
Chapitre 3. Commission locale de concertation et de suivi.....	12
TITRE 3. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	12
Chapitre 1. Conception des installations.....	12
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	12

Chapitre 2. Limitation des rejets.....	12
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	12
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	13
Chapitre 3. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	13
Article 3.3.1. Propreté, émissions diffuses et envols de poussières.....	13
Chapitre 4. Surveillance des rejets dans l'atmosphère et des effets des rejets sur la qualité de l'air. 13	13
Article 3.4.1. Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	13
Article 3.4.2. Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement.....	14
TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	14
Chapitre 1. Prélèvements et consommations d'eau.....	14
Article 4.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	14
Chapitre 2. Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement, et points de rejet.....	14
Article 4.2.1. Identification des effluents.....	14
Article 4.2.2. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	15
Article 4.2.3. Entretien et conduite des installations de traitement.....	15
Article 4.2.4. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	15
Chapitre 3. Valeurs limites d'émission.....	15
Article 4.3.1. Caractéristiques des rejets.....	15
Chapitre 4. Surveillance des prélèvements et des rejets.....	15
TITRE 5. PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	16
Chapitre 1. Limitation des niveaux de bruit.....	16
Article 5.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	16
Article 5.1.2. Valeurs limites d'émergence.....	16
Article 5.1.3. Mesures périodiques des niveaux sonores.....	17
Article 5.1.4. Bruits associés aux tirs de mines.....	17
Chapitre 2. Vibrations.....	17
Article 5.2.1. Valeurs limites.....	17
Article 5.2.2. Surveillance des niveaux de vibration lors des tirs de mines.....	17
Chapitre 3. Autres dispositions.....	17
Article 5.3.1. Aménagements complémentaires.....	17
Article 5.3.2. Voirie.....	18
Article 5.3.3. Horaires de fonctionnement.....	18
TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	18
Chapitre 1. Prévention et gestion des déchets.....	18
Article 6.1.1. Entreposage des déchets dans la carrière.....	18
Article 6.1.2. Traitement des déchets à l'intérieur de l'établissement.....	18

Article 6.1.3. Déchets d'extraction.....	18
Article 6.1.4. Déchets et matériaux provenant de l'extérieur.....	18
TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	21
Chapitre 1. Dispositions d'exploitation.....	21
Article 7.1.1. Consignes d'exploitation.....	21
Chapitre 2. Lutte contre l'incendie.....	22
Article 7.2.1. Réserve d'eau.....	22
Article 7.2.2. Accès.....	23
Chapitre 3. Prévention et traitement des pollutions accidentelles.....	23
Article 7.3.1. Kits d'intervention.....	23
TITRE 8. PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ.....	23
L'absence de nécessité d'une dérogation, telle qu'énoncée à l'article 1 du Titre I du présent arrêté, est subordonnée au respect, des mesures en faveur de la biodiversité dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, et des conditions suivantes :.....	23
Article 8.1.1. Mesures d'évitement.....	23
Article 8.1.2. Mesures de réduction.....	23
Article 8.1.3. Mesures de suivis.....	24
TITRE 9. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....	24
Article 9.1.1. Notification et Publicité.....	24
Article 9.1.2. Délais et voies de recours.....	25
Article 9.1.3. Exécution.....	26
TITRE 10. ANNEXES.....	27

